



Crise au Venezuela: le coup d'État de Guaidó a également échoué à Montréal

Par [Arnold August](#)

Mondialisation.ca, 12 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

Entrevue exclusive avec Arnold August

Mondialisation.ca (M): Le 8 octobre, on vous a refusé l'entrée à un événement public organisé par l'Université Concordia à Montréal et mettant en vedette le prétendu ambassadeur du Venezuela, soit l'événement : « La crise au Venezuela : entretien avec l'ambassadeur du Venezuela au Canada ». Que s'est-il passé ?

Arnold August (AA) : Comme je suis abonné au bulletin régulier du Réseau d'études latino-américaines de Montréal (RÉLAM) qui regroupe les quatre universités de la ville, au début de septembre, j'ai reçu leur bulletin qui annonçait que cet événement était public et gratuit. Ainsi, j'ai reçu un billet le 14 septembre.

Le but du Mouvement québécois pour la Paix, dont je suis membre, tel que décidé lors de sa réunion du 24 septembre, était d'organiser une activité surprise à l'intérieur de la salle où nous tenterions de lire notre déclaration rédigée à l'avance. L'objectif était de surprendre et de confronter verbalement le soi-disant ambassadeur et les autorités de l'Université qui l'avaient invité dès le début de la réunion.

En plus d'avoir reçu le billet près d'un mois avant l'événement et plusieurs courriels de suivi émis par Concordia jusqu'à la veille de l'activité confirmant ma présence, je n'ai pas été autorisé à entrer. Les agents de sécurité m'ont dit que je n'étais pas sur la liste ! Même en insistant, ils ne pouvaient fournir aucune raison. Ils ont plutôt hésité maladroitement d'un prétexte à l'autre. Par exemple, ils ont prétendu qu'il n'y avait pas suffisamment d'espace et qu'ils avaient donc dû éliminer de la liste les 4 ou 5 dernières personnes inscrites, alors que j'étais probablement la première personne à avoir reçu un billet. À un autre moment, ils ont mentionné une « possible menace à la sécurité » à la suite d'une autre manifestation très publique avec laquelle je n'avais rien à voir. Cependant, ils n'arrivaient toujours pas répondre à la question : « pourquoi moi ? »

M : Selon vous, qu'est-ce qui les a alertés pour vouloir vous écarter ?

AA : Eh bien, notre plan était de ne pas faire connaître publiquement nos intentions afin de surprendre « l'ambassadeur » face à face dans la salle, entouré de ses partisans. Toutefois, pour une raison quelconque, l'opposition à l'événement est devenue publique à l'avance. Il semble que l'Université, probablement en collaboration avec le Service canadien du renseignement de sécurité, ait parcouru la liste des participants et, bien sûr, soit tombée sur mon nom. D'où l'exclusion.

Bien que nous n'ayons pas été admis, nous avons toutefois fait sentir notre présence et, comme le montrent les vidéos, nous pouvons voir ce que le soi-disant « ambassadeur » et les autorités de Concordia ont dû entendre.

M : Comment ça s'est terminé ?

AA : Ce fut un désastre pour les forces très affaiblies Trump-Trudeau à Montréal et une victoire pour ceux d'entre nous qui, à Montréal, soutiennent la Révolution bolivarienne et le président démocratiquement élu, le président Maduro.

Savez-vous qu'aucun partisan ouvertement pro-Guaidó ne s'est présenté à la réunion ? En outre, malgré tous les appels publics de l'Université, environ 25 personnes seulement se sont présentées dans une salle pouvant en accueillir 50, comme nous l'ont rapporté les participants !

M : Pourtant, ils ont donné comme prétexte qu'il n'y avait « pas de place » pour vous empêcher d'entrer ?

AA : Oui, le résultat est qu'aujourd'hui, nous sommes tous témoins d'un autre exemple de persécution politique ou d'aveuglement médiatique au Canada contre ceux d'entre nous qui s'opposent à la politique Trump-Trudeau au Venezuela.

Ce fut aussi une victoire pour nous parce qu'à la fin de la réunion, l'« ambassadeur » a dû quitter la salle et traverser notre piquet d'un air penaud en entendant nos slogans encore plus clairement qu'il ne les avait entendus de l'intérieur. Il a même dû prendre notre dépliant qui était distribué aux participants. J'espère qu'il y a pris plaisir. J'ajouterais ce message. Ne vous montrez plus le visage à Montréal. Vous n'êtes pas le bienvenu !

Annexe : Communiqué de presse.

Commençons par appuyer l'idée d'ouvrir les portes d'une université canadienne pour débattre de la crise que vit le Venezuela. Mais ce n'est pas le cas de l'Université Concordia à Montréal, qui prête une salle à une des parties, ce qui n'est pas le rôle d'une université.

Je dis ceci parce que celui qui est invité ne représente pas le gouvernement constitutionnel du Venezuela, élu aux élections libres, légitimes et universelles, sinon un « gouvernement » parallèle issu des États-Unis et soutenu par eux et des pays qu'ils ont poussé à le faire.

Ce « gouvernement » parallèle et ses représentants dans d'autres pays, incluant le Canada, ne peuvent résoudre les problèmes des vénézuélien(ne)s. Ce supposé « ambassadeur » ne peut émettre de visas, ni de passeports. Est-ce que l'université le sait ?

L'unique tâche de ce « gouvernement » et de ses représentants a été de faire pression pour encore plus de sanctions contre le Venezuela, assoiffés de renverser le Président légitime Nicolas Maduro. Tout ce qu'ils ont réussi est de priver le peuple Bolivarien d'aliments, médicaments et de biens de consommation, les cribler de faim et de misère, les obligeant à émigrer. Ils ont dépouillé le Venezuela de ses actifs à l'extérieur pour s'enrichir.

Nous sommes membres du MOUVEMENT QUÉBÉCOIS POUR LA PAIX, avons visité le Venezuela, sommes témoins de ce qui s'y passe. Demandez à ce supposé « ambassadeur »

quand il y a mis les pieds la dernière fois dans son Venezuela!

Pour finir, notons que le Canada s'est érigé en chef d'un groupe de pays qui, dirigés par les EEUU, ont fomenté un complot économique, diplomatique et politique pour renverser le Président constitutionnel du Venezuela.

EST-CE QUE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA EST IMPLIQUÉE DANS CE COMLOT ?

MOUVEMENT QUÉBÉCOIS POUR LA PAIX

Montréal, 8 octobre, 2019

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Arnold August](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Arnold August](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca